

**Commentaires de Verizon Business  
en réponse à la consultation publique lancée par  
l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes  
sur le réexamen des obligations imposées à France Télécom au titre des  
communications vers les services à valeur ajoutée**

## **Introduction**

Verizon France, qui opère sous le nom commercial Verizon Business, remercie l'Autorité de lui donner l'occasion de s'exprimer sur son projet de réexamen des obligations imposées à France Télécom au titre des communications vers les services à valeur ajoutée.

Dès janvier 2007, dans sa réponse à la consultation publique lancée par l'Autorité sur les services à valeur ajoutée, Verizon Business avait déjà fait connaître son opposition à la levée de l'obligation d'orientation des tarifs vers les coûts imposée à France Télécom sur le marché 8, et cette position demeure inchangée.

Alors que la décision n° 07-0213 de l'Autorité datée du 16 avril 2007 et approuvée par le ministre le 11 mai 2007 constituait une avancée significative en faveur d'une véritable ouverture à la concurrence du marché des services à valeur ajoutée à palier tarifaire élevé (anciennement dénommés « services à revenus partagés »), notamment en ce que son article 3 impose à France Télécom sur ces services la fourniture d'une prestation de reversement en lieu et place du dispositif « FCT » imaginé et mis en œuvre par France Télécom, la décision dont le projet vient d'être soumis à consultation publique aurait l'effet contraire de neutraliser ce progrès et maintenir sinon verrouiller davantage encore la position de l'opérateur historique déjà largement dominant sur ce marché, au détriment de la situation concurrentielle du marché des services à valeur ajoutée en France, et in fine au détriment du consommateur.

## **1- Une évolution dénuée de justification**

Verizon Business estime que les obligations issues de la récente décision n° 07-0213 précitée n'exigent en rien un quelconque réexamen des obligations imposées à France Télécom au titre de la décision n° 05-0571 d'analyse des marchés de la téléphonie fixe, mais qu'au contraire ces deux décisions se complètent parfaitement pour offrir au marché les conditions du développement de la concurrence attendue depuis tant d'années.

L' « offre de reversement » devant être proposée par France Télécom étant rigoureusement identique à l'offre de facturation pour compte de tiers aujourd'hui en place pour les services à valeur ajoutée à palier tarifaire intermédiaire (anciennement dénommés « services à coûts partagés »), laquelle serait étendue à l'ensemble des services à valeur ajoutée (et notamment à ceux anciennement dénommés « services à revenus partagés ») comme cela a été annoncé et décrit lors des réunions multilatérales organisées par l'Autorité, il n'y a manifestement aucune incohérence entre les deux décisions précitées, et aucune nécessité matérielle et/ou objective de faire évoluer le cadre actuel.

Car par ailleurs, comme l'indique elle-même l'Autorité (section II du document mis en consultation publique), ce n'est pas l'évolution de la situation concurrentielle qui peut être mise en avant pour justifier le réexamen des obligations imposées à France Télécom, et donc l'allègement des remèdes qui lui sont imposés dans le cadre de la régulation sur le marché 8 du départ d'appel.

## **2- Une terminologie portant à confusion**

Il convient ainsi de souligner que sauf erreur d'interprétation de Verizon Business, « l'offre de reversement » de France Télécom ne saurait être qualifiée de « nouvelle » puisque celle-ci existe et est mise en œuvre depuis de nombreuses années sur les SVA à palier tarifaire intermédiaire. Il est également utile de rappeler que l'offre de référence de France Télécom comporte en pratique non pas une mais deux prestations de « facturation pour compte de tiers » parfaitement distinctes, l'une ou l'autre s'appliquant selon que le palier tarifaire du service considéré est « intermédiaire » ou « élevé ».

Rebaptiser « offre de reversement » la première prestation ne saurait avoir pour effet d'en modifier la nature, mais cette nouvelle dénomination est source de confusion, par exemple lorsqu'est évoqué dans le projet de décision le « caractère transitoire de la prestation de facturation pour compte tiers », ou « la levée de l'obligation imposée à France Télécom de maintenir sa prestation de facturation pour compte de tiers à la mise en place de la prestation de reversement » (section I de l'article 1<sup>er</sup> du projet de décision).

Bien que l'on puisse considérer qu'ensemble les deux prestations constituent une offre unique à deux volets, évoquer au singulier « l'offre de facturation pour compte de tiers de France Télécom » entretient une ambiguïté susceptible de nuire à la compréhension du projet et de son contexte.

## **3- Une stagnation sinon une détérioration de la situation concurrentielle**

Anticipant l'adoption de la décision soumise à consultation publique, France Télécom a d'ores et déjà annoncé lors des réunions multilatérales organisées par l'Autorité qu'elle appliquerait dans le cadre de son offre de reversement un taux de rétention de 12% sur les sommes facturées à l'appelant pour leurs appels vers les SVA à palier élevé, au lieu des taux de 4% ou 6,5% aujourd'hui appliqués sur les SVA à palier intermédiaire, pour une prestation pourtant rigoureusement identique.

A titre de comparaison, on observe dans d'autres pays européens que des opérateurs historiques pratiquent des taux de 3% à 4% pour des prestations tout-à-fait comparables.

Le taux de 12% étant équivalent *grosso modo* au coût de l'actuelle prestation FCT sur les SVA à palier élevé (5%) augmenté du coût des impayés observé par les opérateurs alternatifs avec le dispositif actuel (7% environ - à comparer à un taux d'impayés de 1% observé par France Télécom sur ses propres services, selon ses propres dires), il est évident que celle-ci tirerait seule profit de la suppression du dispositif inefficace imaginé et mis en place par elle, sans qu'aucune évolution favorable de la situation concurrentielle sur le marché des SVA à palier élevé n'en résulte. Il est même à craindre que France Télécom ne soit tentée de revoir à la hausse ses taux de rétention sur les paliers moins élevés, dès lors que plus aucune obligation d'orientation des tarifs vers les coûts ne pèserait sur elle.

Plus généralement, du fait de la position dominante de France Télécom sur le marché du départ d'appel et de son intégration verticale incluant l'activité de fournisseur de SVA et notamment ceux à paliers élevés (offre « Audiotel »), la levée de cette obligation ne pourrait avoir pour effet que de renforcer une incitation à la discrimination en faveur de ses propres services.

#### **4- Un possible impact sur le prix de détail des appels vers les SVA**

Les premiers éléments communiqués par France Télécom lors des réunions multilatérales organisées par l'ARCEP sur ce thème semblent bien indiquer et confirmer que « l'offre de reversement » dont France Télécom prévoit la mise en œuvre dès décembre 2007 demeure par nature une offre de facturation pour compte de tiers.

Dès lors l'opérateur de collecte et/ou le fournisseur de services resteraient maîtres du tarif applicable à l'appelant au départ de la boucle locale de France Télécom, le cas échéant en le choisissant parmi un nombre raisonnable de paliers disponibles, et le risque de dérive des tarifs de détail serait alors limité.

Cependant, si l'offre de reversement devait s'avérer d'une autre nature, qu'il s'agirait alors toutefois de qualifier avec précision sur le plan juridique, la décision n° 07-0213 comme le projet de décision objet des présents commentaires étant totalement muets sur ce point, on ne peut pas exclure que France Télécom dispose alors de la liberté de fixer le prix de détail des appels au départ de sa boucle locale, avec un risque inflationniste certain au détriment du consommateur.

#### **5- Conclusion**

Pour toutes les raisons exposées plus haut, Verizon Business considère qu'il n'y a pas lieu de réexaminer les obligations imposées à France Télécom au titre des communications vers les services à valeur ajoutée, et demeure notamment opposée à la levée de l'obligation d'orientation des tarifs vers les coûts imposée à France Télécom sur le marché 8.